



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU LOIRET

Direction régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre

A Orléans, le 13 octobre 2014

Unité territoriale du Loiret

## INSTALLATIONS CLASSEES

-----  
**Université d'Orléans**  
**Ecole Polytech'Orléans**

-----  
**Commune d'Orléans**

-----  
**Régularisation de l'extension des ateliers  
d'essais sur banc de moteurs thermiques**

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier du 5 juin 2014, le président de l'Université d'Orléans a transmis un dossier descriptif concernant l'extension **des ateliers d'essais sur banc de moteurs thermiques**, pour des travaux de recherche fondamentale et appliquée au sein de l'école Polytech'Orléans, en application des dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ce dossier a été complété le 6 octobre 2014.

Il s'avère que les 5 premières cellules d'essais, implantées dans le bâtiment EULER ont été autorisées par arrêté préfectoral du 28 octobre 1988. Une sixième cellule a été aménagée en 1990 dans le même bâtiment. Enfin, 4 nouvelles cellules d'essais ont été construites dans le bâtiment CARNOT en 2010 sans transmission préalable, au préfet du Loiret, d'un dossier de modification notable.

C'est pourquoi, il convient désormais de régulariser la situation administrative des installations exploitées à Polytech'Orléans.

Depuis 1988, les rubriques de classement n° 298 et 299 des ateliers d'essais sur banc de moteurs thermiques ont été remplacées par la rubrique n° 2931 de la nomenclature des installations classées :

Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des activités	Régime
2931	/ Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion, lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN.	6 cellules dans le bâtiment EULER 4 cellules dans le bâtiment CARNOT  Puissance maximale cumulée : <b>1,5 MW</b>	<b>Autorisation</b>

**Après examen du dossier du pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que cette extension des ateliers ne constitue pas une modification substantielle des installations, au regard des dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'environnement, mais qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1988.**

Les seules prescriptions sectorielles applicables à ce type d'installation découlent de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 :

*« I. Les ateliers d'essais des moteurs et turbines à combustion ainsi que les installations destinées à la recherche, l'expérimentation ou la mise au point desdits équipements, soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 2931, sont soumis aux seules dispositions du présent article.*

*II. La conduite et l'équipement des installations permettent de limiter les rejets de polluants lors de l'essai ou de la mise au point des moteurs ou turbines. L'arrêté préfectoral prévoit une valeur limite en SO<sub>2</sub> dès que le combustible utilisé a une teneur en soufre susceptible de dépasser 0,2 % en masse, pour les oxydes d'azote, pour le monoxyde de carbone et pour les composés organiques volatils.*

*III. L'arrêté préfectoral renforce les dispositions minimales prévues aux alinéas précédents concernant la limitation des émissions de polluants et la surveillance des rejets et de la qualité de l'air au voisinage des installations, notamment en fonction des conditions de fonctionnement des appareils et de l'importance des flux de polluants rejetés, et en se basant sur les dispositions prévues dans les autres articles du présent arrêté. »*

Par ailleurs, lors d'une visite effectuée le 17 décembre 2013, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'aire de déchargement des liquides inflammables n'était pas conforme aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

*« Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. »*

**En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Loiret de prendre, après avis des membres du CODERST, un arrêté préfectoral complémentaire, en application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'environnement, actualisant le classement et les prescriptions de cet établissement, selon le projet joint au présent rapport.**

Ce projet prévoit notamment :

- de réglementer les rejets atmosphériques des cellules conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé (article 2.2.2),
- de mettre en conformité l'aire de déchargement des liquides inflammables avant le 30 septembre 2015 (article 6.3.7).

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à  
Monsieur le préfet du Loiret

Signé